



Ces Malgaches, "*observés*" par Me Zada Assaitou, sont donc tous allés à l'abattoir du référendum pas assez consensuel ? Ils défendront leur choix bec et ongles

Si on suit donc la logique de Marc Ravalomanana, suivie par la communauté des intérêts nationaux, les 51% des Malgaches qui ont voté le 17 novembre 2010, ont tous été menacés

d'une arme sur la tempe. Pour les Gtt, certains auraient voté plusieurs fois car l'heure de fermeture a été repoussée et on pouvait voter avec soit sa carte d'identité et son carnet de quartier (« *karinem-pokotany* ») ; soit avec la sa carte d'identité et un certificat de résidence. C'est carrément escamoter l'encre indélébile sur le pouce droit alors. Qu'est-ce que l'on n'inventerait pas pour le retour au pouvoir de Ravalomanana, synonyme de retour à l'ordre constitutionnel.



Raymond Ranjeva, l'homme qui a subitement trouvé la quadrature du cercle du problème malgache. Après 9 ans passés au CPI de La Haye. Avec lui, on mettrait Paris en bouteille

Mais les faits sont là : la majorité des Malgaches votant a fait entendre sa voix et aspire à un NOUVEL ordre constitutionnel. Que Marc Ravalomanana gaspille sa salive et son argent, c'est son droit mais persister à argumenter avec des mensonges très vite démentis par les évènements même, c'est de la folie démoniaque. Qu'importe que le « *Oui* » ait été largement choisi. La victoire revient aux citoyens malgaches, surtout les jeunes, qui ont démasqué les beaux parleurs comme Monja Roindefo, Raymond Ranjeva et autres super diplômés d'Harvard qui ont bouffé dans la même gamelle que Ravalomanana. Zafy étant un éternel opposant à tout, ses contradictions n'ont rien d'étonnantes. Quant à Lalatiana Ravalomanana, elle a carrément perdue la boule et n'a plus aucune éthique. A force de divaguer, elle en perdre la voix.



Les parlementaires belges dirigés par Paul Wille (au centre)

Mais, à titre d'information, les résultats provisoires de ce référendum du 17 novembre sont, au 21 novembre 2010 à 18 h : taux de participation : 52,33% ; Oui : 73,33%, Non : 26,30%. Les résultats provisoires complets seront diffusés au plus tard dans le courant de la semaine en cours, étant donné qu'il ne reste plus que quelques bureaux de vote qui n'ont pas encore apporté à la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) leurs résultats. A titre de comparaison, les résultats officiels du référendum officiel du 4 avril 2007 étaient : taux de participation : 43,70% ; Oui : 75,33% ; Non : 24,67%. Les grandes différences, les énormes changements sont :



Bureau de vote à Antananarivo, le 4 avril 2007. 25% de taux de participation contre 40% le 17 novembre 2010 dans la Capitale malgache. Aïe, aïe, aïe, le terme consensuel en prend un coup. Mais où donc étaient les Gtt et compagnie ? " Fa taiza ary ianareo? "

Le pouvoir de l'époque avait organisé une campagne à sens unique pour le « Oui » d'une durée de 15 jours, sans aucune explication approfondie du « nouveau » texte. Marc Ravalomanana n'avait fait que vanter le Madagascar Action Plan (Map) en osant déclarer que « ce sera la meilleure constitution du continent africain ». A l'époque toujours, le ministère de l'Intérieur avait la mainmise sur toute l'organisation et les résultats étaient manipulés à la Coupe dudit ministère. Pas de campagne pour le « Non », et, malgré les promesses ravalomananiennes, le bulletin unique n'a jamais été utilisé.



Le premier bulletin unique de l'Histoire des élections malgaches

Pour le référendum du 17 novembre 2010, la campagne pour le « *Oua* » ET pour le « *Non* » a duré 45 jours. Des millions d'exemplaires du projet de constitution en malgache et en français ont été gratuitement distribués dans tout Madagascar. Le bulletin unique a été utilisé pour la première fois dans l'Histoire des élections malgaches. Et sans enveloppe. Et la grande nouveauté primordiale de cette nouvelle loi fondamentale, l'authentique changement, réside dans l'article 167 :

Afin de respecter le prescrit constitutionnel, le Président de la République, dans un délai de 12 mois à compter de son investiture, invite les Instances compétentes à désigner les membres qui composeront la Haute Cour de Justice afin de procéder dès l'expiration de ce délai à l'installation de la Haute Cour de Justice. Toute partie justifiant d'un intérêt peut saisir les institutions compétentes de demande de sanction en cas de carence.

En ce qui concerne le Président de la République, exceptionnellement, l'Instance compétente est la Haute Cour Constitutionnelle qui serait autorisée à prendre les sanctions qu'aurait pu prendre la Haute Cour de Justice si elle était installée.

Pour la grande majorité des Malgaches, qui ne sont pas aussi érudits que Raymond Ranjeva et sa sémantique de professeur Tournesol, cela signifie la fin de l'impunité des dirigeants (« *Tsimatimanota* »).

Qui qu'ils soient. Car quelle que soit une loi, si ceux qui sont censés l'appliquer ne le font pas, elle ne servira à rien et les Malgaches redescendront dans la rue lorsque le dirigeant versera dans la dictature comme l'ont fait Tsiranana, Ratsiraka et Ravalomanana. Zafy, lui, est tombé tout seul.

